

sommaire

**La Taxe Tobin,
Mythes et réalités** page 2

**Les multinationales,
véritables ennemis de
la mondialisation** page 5

**Ma commune n'est pas
une marchandise** page 7

**Déclaration finale du
Forum Social Mondial** page 8



Attac international

▶ Cl n°208 – Mardi 06/02/2001

Banque Européenne d'Investissement

▶ Cl n°209 – Vendredi 09/02/2001

Cancun (WEF)

▶ Cl n°213 – Vendredi 23/02/2001

Dette

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

Fiscalité

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

▶ Cl n°214 – Mardi 27/02/2001

Mondialisation

▶ Cl n°210 – Mardi 13/02/2001

▶ Cl n°212 – Mardi 20/02/2001

▶ Cl n°214 – Mardi 27/02/2001

Montpellier 2001

▶ Cl n°208 – Mardi 06/02/2001

▶ Cl n°209 – Vendredi 09/02/2001

Montréal 2001

▶ Cl n°211 – Vendredi 16/02/2001

OGM

▶ Cl n°208 – Mardi 06/02/2001

▶ Cl n°210 – Mardi 13/02/2001

▶ Cl n°214 – Mardi 27/02/2001

OMC

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

▶ Cl n°208 – Mardi 06/02/2001

▶ Cl n°209 – Vendredi 09/02/2001

▶ Cl n°210 – Mardi 13/02/2001

▶ Cl n°211 – Vendredi 16/02/2001

▶ Cl n°212 – Mardi 20/02/2001

▶ Cl n°213 – Vendredi 23/02/2001

Porto Alegre

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

▶ Cl n°208 – Mardi 06/02/2001

▶ Cl n°210 – Mardi 13/02/2001

▶ Cl n°211 – Vendredi 16/02/2001

Privatisations

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

▶ Cl n°212 – Mardi 20/02/2001

Retraite

▶ Cl n°212 – Mardi 20/02/2001

Russie

▶ Cl n°209 – Vendredi 09/02/2001

▶ Cl n°211 – Vendredi 16/02/2001

Sida

▶ Cl n°210 – Mardi 13/02/2001

Taxe Tobin

▶ Cl n°207 – Vendredi 02/02/2001

▶ Cl n°211 – Vendredi 16/02/2001

▶ Cl n°213 – Vendredi 23/02/2001

compte-rendu des activités électroniques
actualités de février 2001

att@n°5
surriel

**courriels n°207 à 214
février 2001**

% Courriel d'information **n°207 du 02/02/2001**

« **Oui à la Taxe Tobin** »

- 1- Communiqué sur l'OMC.
Le choix du Qatar pour accueillir la prochaine réunion ministérielle de l'OMC fait réagir l'ensemble des mouvements citoyens.
- 2- Brèves d'OMC.
La nouvelle administration américaine se met au travail... La multiplication des accords bilatéraux laisse augurer d'une nouvelle stratégie dans la libéralisation totale des marchés, moins globale et plus locale.
- 3- Dette et privatisation.
Petite histoire de l'électricité au Sénégal qui rejoint l'Histoire de l'abandon des services publics pour cause d'ajustement structurel dans tous les pays du Sud et de l'Est.
- 4- Les dangers de l'impôt négatif.
Nous vous invitons à une réunion publique sous les nouvelles réformes (« vieilles recettes ») autour des primes à l'emploi.
- 5- Taxe Tobin : AFL-CIO et DGB
« Oui ! ». Deux syndicats, l'un allemand, l'autre américain du nord font cause commune autour de la Taxe Tobin. Cela prolonge les décisions prises par la réunion des parlementaires (200) à Porto Alegre de faire un front mondial des élus en faveur de la taxe Tobin.
- 6- Mon Forum social mondial.
Une visite du Forum social mondial par un témoin privilégié.
- 7- Notes du Forum social mondial.
Quelques compte rendus d'ateliers qui se sont tenus à Porto Alegre et qui dessinent quelque chose de nous...

% Courriel d'information **n°208 du 06/02/2001**

« **Répression** »

- 1- Presse et répression.
La presse au Québec est curieusement myope et s'intéresse à la longueur des matraques de la police sur le pied de guerre. Un article à lire pour mieux comprendre comment on se prépare déjà à nous faire passer pour une bande de fous dangereux.
- 2- Répression en Tunisie.
Elle est à l'œuvre depuis un certain temps déjà. Trop longtemps. L'un des responsables du RAID ATTAC Tunisie vient de se faire agresser.
- 3- ... et au cœur de l'Europe.
Parmi les conséquences directes du processus de mondialisation libérale on trouve en bonne place les migrations économiques forcées. Les gouvernements préfèrent jouer le « tout-sécuritaire » et les sociétés ne sont pas à l'abri de bouffées délirantes à tendance nationaliste.
- 4- Tous à Montpellier le 08 février.
Le procès des OGM va débiter...

La Taxe Tobin, mythes et réalités

La période actuelle peut s'avérer propice à un débat ouvert autour de la taxe Tobin. Hormis le fait que le commencement d'un nouveau siècle puisse inciter au développement d'idées nouvelles, nous nous trouvons aujourd'hui devant la large remise en question d'une théorie ou plutôt d'une orthodoxie économique qui s'éloigne de plus en plus de la réalité économique ; son enseignement soulève dans de nombreuses universités du monde entier un fort mouvement contestataire, qui le juge obsolète et suiviste, réduit à quelques postulats économiques clairement contredits par la réalité. Par ailleurs, on peut depuis longtemps lui opposer le très fort degré de volatilité et l'incohérence de quelques marchés financiers qui oscillent fortement dans l'espace et dans le temps, avec une variabilité et une imprévisibilité inouïes, dans ce qu'on pourrait appeler une mondialisation chaotique du risque financier.

Dans ce contexte, il nous semble intéressant de nuancer quelques-uns des mythes tournant autour de la taxe Tobin, et par là susciter autour de cette proposition une sorte de débat vulgarisateur.

Rappelons qu'il s'agit d'une proposition lancée à l'origine par l'économiste américain James Tobin, de l'Université de Yale (Prix Nobel d'économie 1981), qui consiste essentiellement à fixer une petite taxe fiscale, de l'ordre de 0.1%, sur les transactions financières spéculatives, dans la pratique sur celles réalisées sur les marchés internationaux de devises.

De cette façon, on pourrait tout d'abord réduire- en les rendant moins lucratifs- les allers-retours incessants sur les devises qui se comptent chaque jour par millions, et qui ne sont par nature que des paris spéculatifs (un achat et une vente réalisés dans l'espace d'un ou deux jours, par exemple, seraient contraints d'offrir dans ce type de paris une rentabilité espérée supérieure à 0.2%, compte tenu de la dite taxe sur chacune des deux opérations). Ainsi, on limiterait le volume et le caractère spéculatif des marchés des changes en question. En second lieu, l'application de cette taxe lèverait au niveau mondial d'importantes ressources financières qui pourraient être affectées à des besoins sociaux fondamentaux, principalement dans les pays du Tiers-Monde. En résumé, cette mesure pourrait contribuer à une plus grande stabilité mondiale des marchés financiers internationaux, et au passage atténuer les inégalités et les besoins les plus criants d'une bonne partie de la population du globe.

On estime que le montant quotidien des opérations sur le marché des devises dépasse 1,8 milliard de dollars, c'est-à-dire plus de 315 milliards de pesetas. Cela signifie que, même en diminuant le nombre de ces opérations spéculatives, chaque année entre 150 et 250 milliards de dollars pourraient être collectés, c'est-à-dire entre 27 et 45 billions de pesetas, ressources avec lesquelles on pourrait faire de nombreuses choses dans le contexte économique international.

Ceci posé, divers mythes circulent à propos de cette proposition de Tobin, sur lesquels nous allons faire quelques observations et commentaires.

Premier mythe : La taxe Tobin est une proposition « de gauche ». Cette affirmation est inexacte. En dehors de son origine nord-américaine, cette proposition ne peut être étiquetée exclusivement « de gauche » ; elle peut aussi bien être avancée par une droite qui se veut moderne, progressiste et libérale (libérale en ce sens qu'elle vise une certaine liberté pour les individus, en particulier les plus dé-

favorisés). Bien entendu, il peut arriver que dans quelques pays et cultures la droite s'identifie à l'expression la plus vieillote du libre échange- opposée à l'idée d'un marché plus libre- , celle des jeux de hasard et des spéculateurs financiers; cette droite resterait par conséquent en marge de cette proposition. De nos jours les formations politiques de droite ne devraient pas laisser à celles de gauche le monopole d'une mesure à forte connotation positive comme la taxe Tobin ; celle-ci pourrait servir -en dotant substantiellement les pays les moins développés- à amplifier le libre commerce international, et mettre face-à-face, en définitive, l'économie réelle et l'économie financière, question qui, plus que le débat classique entre économie de droite et économie de gauche, marquera le débat économique de ce nouveau siècle.

Second mythe : la taxe Tobin est une utopie, sans aucun soutien dans la pratique. Cette fois encore, l'affirmation est fautive. Il suffit de rappeler à ce propos que, rien qu'au cours de l'année 2000, cette taxe a reçu d'importants soutiens, non seulement dans la société civile internationale, mais encore au sein d'institutions politiques nationales et internationales très diverses. Ainsi le Parlement Européen lui-même a-t-il débattu au mois de janvier une proposition sur la création de cette taxe, qui a recueilli 223 votes pour et 229 voix contre (avec 36 abstentions), ce qui donne une idée de l'équilibre politique au niveau européen autour de cette proposition. Il faut rappeler par ailleurs que des institutions comme le parlement canadien ou le gouvernement finlandais ont adopté des propositions favorables à ce sujet, et que l'on a de même débattu de la taxe Tobin dans les parlements de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Brésil, tandis qu'un débat parlementaire est en préparation dans divers autres pays. Nous pensons que l'étendue de ces propositions et débats politiques sur la taxe Tobin vient contredire l'affirmation répandue selon laquelle la taxe ne serait que la proposition lunatique de quelques uns.

Troisième mythe : la taxe Tobin n'est pas viable techniquement. Cette affirmation non plus n'est pas exacte. L'argument fondamental sur lequel elle repose est que la mise en place de cette taxe dans tous les pays du monde s'avérerait très complexe et bureaucratique, sans parler du fait que cela provoquerait la délocalisation des capitaux vers les paradis fiscaux qui refuseraient d'appliquer cette taxe. Face à cet argument, il convient de rappeler que dans les faits les marchés un tant soit peu efficaces et automatisés fonctionnent par transactions financières électroniques, réalisées par l'intermédiaire de banques et établissements financiers liés aux systèmes nationaux de règlement et supervisés par leurs banques centrales respectives. Bien qu'il reste encore du chemin à faire pour l'homogénéisation technique de ces systèmes, d'un point de vue technologique il n'y aurait pas trop de problèmes pour le fonctionnement pratique de cette taxe, avec un système de liquidations périodiques, et la mise en place d'un contrôle rapide et efficace a posteriori sur celles-ci. A cet effet, la Banque des Règlements Internationaux, organisme international de coopération monétaire entre banques centrales, pourrait jouer un rôle.

En ce qui concerne la diversité des pays et les échappatoires possibles à cette taxe mondiale, il faut prendre en compte, en premier lieu, le fait que 83% du commerce mondial de devises est concentré sur seulement 8 places financières (Londres, New York, Tokyo, Francfort, Paris, Singapour, Hong Kong et Zurich), ce qui relativise le problème de la dispersion pour implanter et contrôler cette taxe. De plus, dans le cas d'une adoption légale de la taxe, les banques centrales pourraient pénaliser -en rejetant toute opération monétaire

- 5- Faire-part de mariage. *N'ayez pas peur nous n'ouvrons pas un carnet mondain. Mais nous vous réservons une surprise.*
- 6- Mon Forum social mondial (suite).
La suite de l'article publié dans notre dernier numéro.
- 7- Brèves d'OMC.
*Pour introduire ces brèves, nous avons pensé reproduire une petite « blague » de Susan George :
ALERTE SANTE!! L'OMC est frappée de Cataracte, une maladie grave qui voile les yeux et aveugle le patient quant aux besoins des gens ordinaires et de la société en général. Certains cliniciens pensent, toutefois, que l'OMC est surtout victime de la maladie des bronches bien connue dit le Qatarre. Celle-ci ne peut être guérie qu'en purgeant les poumons et en crachant son infection néolibérale. Quel que soit le diagnostic, il faudrait que Médecins sans Frontières / Médecins du Monde interviennent. En attendant, il faut que le patient soit impérativement isolé. Toute personne entrant en contact avec l'OMC pendant cette période doit être immédiatement avertie des risques de contagion. Merci, SG [Sani-Groupe]*

Courriel d'information % **n°209 du 09/02/2001**

« Une petite pièce pour l'OMC »

- 1- Brèves de Russie.
Comme chaque mois la livraison d'un extrait du journal sur la Russie. Il s'agit plus particulièrement d'enseignants en lutte...
- 2- Des nouvelles du Qatar.
Mais si, puisqu'on vous dit que le Qatar sera l'élève modèle pour les ONG du Nord. Dommage que les droits de la personne humaine n'y soient pas respectés pour ce qui concerne sa population...
- 3- Brèves d'OMC. *Voulez-vous aider l'OMC ? En tous les cas elle fait appel aux donateurs privés. Sinon voici vraiment une livraison exceptionnelle. Pour celles et ceux, nouveaux abonnés, qui n'ont jamais lu ce travail d'information régulier qui dure depuis un an déjà (joyeux anniversaire !) c'est l'occasion de le découvrir.*
- 4- De Montpellier à Montpellier.
Hier, le 8 février se sont déroulées les premières mobilisations à Montpellier à l'occasion des procès faits à la Confédération paysanne. Le prochain rendez-vous est fixé au 16. L'occasion rêvée de faire un petit bilan sur l'art d'agir.
- 5- BEI, la méconnue. *Grâce aux Amis de la terre découvrez la Banque Européenne d'Investissement. Pour ceux qui connaissent les IFI... les Institutions financières internationales, le dépaysement n'est pas garanti mais voici un nouvel élément à retenir.*

% Courriel d'information
n°210 du 13/02/2001
« Doha »

- 1- Zone de Libre échange des Amériques et SIDA dans le Tiers-Monde.
Voici un texte de combat, presque une déclaration de guerre. Ou quand les multinationales préservent leurs rentes avec le « libre-échange » et que les gens meurent par milliers, par dizaines de milliers... Stop !
- 2- Mon Forum social mondial.
Un dernier témoignage sur le Forum social mondial. Une expérience inoubliable pour la rédactrice du Correo Informativo.
- 3- Brèves OMC.
Le porte-parole Keith Rockwell de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a annoncé jeudi 01 février que la prochaine réunion interministérielle se déroulerait du 9 au 13 novembre, à Doha, capitale du Qatar. Et si ATTAC devenait l'Agence Tout-Terrain d'Alimentation pour Chameau à votre avis on aurait le droit d'y aller en nombre au Qatar ? Trêve de plaisanterie et reprenons les choses sérieuses. C'est ce que nous propose cette nouvelle livraison de brèves.
- 4- Crime de lèse-majesté.
C'est encore un crime en France lorsque l'atteinte est portée à l'encontre de chefs d'état étranger. Mais comment ? Tout simplement en disant la vérité. En attendant l'association Survie lance un appel à solidarité et vous demande de participer à un rassemblement samedi prochain.
- 5- Ma commune balaie les OGM.
Et la votre ?
Nous avons suivi pas à pas l'action menée par ATTAC 45 en direction des communes rurales. Les choses commencent à se construire. A lire et à méditer... sur les pouvoirs de la démocratie de proximité. Là aussi les choses ne vont pas de soi mais la détermination emporte des victoires. ATTAC 45 vient de dévoiler l'ensemble des parcelles OGM du Loiret bien entendu que l'Etat s'était bien gardé de divulguer contrevenant ainsi à ses propres lois : un franc succès dans le département qui découvre la réalité.

% Courriel d'information
n°211 du 16/02/2001
« Un pas vers »

- 1- Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations.
175 signataires pour la première vague qui vient à peine de débiter... Le FSM n'a pas eu de « déclaration finale » il s'agit de la déclaration des mouvements sociaux. Celle-ci permet sans avancer rien de nouveau de se fixer un calendrier et un cadre commun pour 2001.

avec eux- les pays (ou paradis fiscaux) qui ne respectent pas le paiement de la taxe légale.

Quatrième mythe : la répartition des fonds créerait des tensions, des inégalités et de la corruption dans de nombreux pays. Cette affirmation est la moins rationnelle, et en tout cas la moins inquiétante de toutes. Nous croyons que ce qui crée des tensions ou des inégalités, c'est fondamentalement l'absence ou la rareté des ressources plutôt que la façon de les répartir. En tout cas, les manques et les besoins sont si grands au niveau mondial, et le volume de ressources que la dite taxe pourrait apporter si important, que nous sommes sûrs que la communauté internationale trouverait le moyen de parvenir à un consensus sur l'ordre des priorités et des actions à mener. A ce propos, en guise de modeste proposition, nous croyons que les premiers objectifs pourraient être l'allègement ou l'annulation de la dette extérieure des pays du Tiers Monde, qui atteint aujourd'hui globalement 2.3 billions de dollars, ou, ce qui revient au même, le gain prévu d'une seule année de taxe Tobin. Une autre possibilité serait de consacrer des fonds à la création d'une assurance mondiale contre les catastrophes naturelles, qui puisse couvrir rapidement et avec un minimum d'efficacité les effets (au moins économiques) des tremblements de terre, inondations, etc., qui frappent inexorablement et continueront de frapper un pays ou l'autre. La liste des besoins et des objectifs serait, en tout cas, très longue.

D'autre part, et pour une analyse efficace des possibilités et moyens de mettre en place cette proposition, il nous semble très important de tenir compte des travaux et contributions d'un groupe pluridisciplinaire qui serait créé à cet effet, et qui pourrait, avec un minimum d'objectivité (sans intérêts idéologiques ou politiques) définir une méthode de travail et un mode opératoire en vue de l'éventuelle mise en place de cette taxe. Il serait nécessaire qu'y collaborent des experts en matière de fiscalité, sociologie, statistique, science politique, macroéconomie, marchés financiers, géographie économique et même mathématiques et ingénierie informatique.

Finalement, et en guise de résumé, nous pensons que la taxe Tobin, en dépit des difficultés inhérentes à un projet de cette nature, ne semble pas être une proposition aussi utopique ou peu viable que certains peuvent le penser. Nous espérons que les hommes politiques de tous bords et l'ensemble des pays de la communauté internationale pourront être à la hauteur des citoyens et d'une société moderne comme la nôtre, et qu'en osant sortir du carcan desséchant et peu crédible de l'orthodoxie économique, ils pourront nous offrir, en la faisant devenir réalité, cette première initiative fiscale d'ampleur mondiale ; celle-ci, en plus d'augmenter la stabilité et l'efficacité à long terme du système économique international, pourrait contribuer à convaincre de nombreuses personnes des bienfaits d'une société véritablement globale.

Jesús Lizcano Álvarez - El País, Madrid

Parution *Correo Informativo* 75. informativo@attac.org

Traduction : Anne Chailieu, traductrice bénévole & Philippe Agard

Jesús Lizcano Álvarez est directeur de la revue Encuentros Multidisciplinares (Rencontres Pluridisciplinaires). Titulaire de la chaire d'Economie Financière et Comptabilité de l'Université Autonome de Madrid.

► Courriel d'information n°213 du Vendredi 23 février 2001

Les multinationales, véritables ennemis de la mondialisation.

Ils continuent à le détruire. Un an après l'échec des discussions de Seattle sur le commerce mondial, des groupes entraînés et bien organisés ont, sans pitié, mis en lambeaux la crédibilité de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Si des mesures fermes ne sont pas prises, il existe un danger réel qu'ils provoquent l'effondrement du système de commerce régulé et qu'ils détruisent les efforts pour réduire la pauvreté et l'inégalité globale.

Ceux qui freinent ne viennent pas du mouvement de protestation de plus en plus croissant contre la globalisation et l'OMC. Ce sont les gouvernements des pays les plus riches du monde qui continuent à utiliser leur pouvoir pour subordonner l'OMC à leurs intérêts nationaux et à la poursuite des profits des entreprises, sans aucune considération quant au coût que cela représente pour les pays pauvres, la santé publique et l'environnement.

Les médias à Seattle, Prague et, dans une certaine mesure, Nice, ont centré leur attention sur les manifestations de rues d'une poignée de "globalophobes" encapuchonnés qui disaient leur mépris pour les vitrines des Mc Donalds. Mais l'authentique bataille avait lieu hors des caméras, où les pays en développement ont combattu l'abus du système des gouvernements du Nord. Alors que les pays pauvres se sont vus obligés de libéraliser leur marché, les pays riches ont maintenu leur protectionnisme, en particulier dans les secteurs comme le textile et l'agriculture. L'autorité de l'OMC qui dirige la globalisation, s'étend à de nouveaux domaines comme les droits de propriété intellectuelle. Le processus des négociations s'est poursuivi d'une manière profondément anti-démocratique, les grands pays préparant les accords en secret.

L'authentique catastrophe de Seattle en 1999 a été causée par la faillite des Etats-Unis et de l'Europe à affronter ces préoccupations. Le mois dernier, le commissaire européen du commerce, Pascal Lamy, a déclaré qu'il pensait que le moment était venu pour que la Communauté Européenne revoit sa position sur le commerce mondial si une nouvelle table de conversations multilatérales avait lieu.

Aucune mention des réformes que le Royaume-Uni et les autres pays avaient considéré indispensables pour que l'OMC devienne plus démocratique et transparente, n'avait encore été faite. La charade continue. Prenons le protectionnisme.

Chaque année, les pays en développement perdent 700 milliards de dollars à cause des barrières commerciales des pays riches : pour chaque dollar d'aide et de remise de la dette que le monde riche octroie, les pays pauvres en perdent 14 du fait de la barrière commerciale. La réduction de ces barrières créerait des emplois et sortirait des millions de personnes de la pauvreté.

Malheureusement, le rapport post-Seattle est accablant. Les pays industrialisés ont promis d'améliorer l'accès à leurs marchés à 48 pays moins développés, qui représentent 12 % de la population mondiale, mais seulement 0,5 % du commerce. Un an après, rien n'a été fait.

Les pays pauvres qui exportent aux pays industrialisés sont confrontés à des taxes quatre fois plus élevées que celles appliquées aux pays riches. Les pays industrialisés ont promis d'éliminer les restrictions à l'importation de textiles, le 3ème produit le plus exporté dans le monde, mais moins de 10 % de ces restrictions ont été levées.

- 2- Une première: Le Forum parlementaire mondial de Porto Alegre. 400 délégué(e)s dont 200 élu(e)s ont participé dans le cadre du Forum social mondial à cette réunion d'un type nouveau qui montre à la fois l'engagement et la détermination pour les représentants de s'inscrire dans un mouvement et pas seulement dans un discours.
- 3- Alternatives et organisation des résistances. Rendez-vous à Montréal la semaine prochaine pour ensemble faire un bilan et organiser nos alternatives.
- 4- Taxe Tobin.
Un premier pas de l'Inde. Le Premier ministre indien s'est déclaré en faveur de la taxe Tobin pour alimenter directement un fonds spécial pour combattre la pauvreté...
- 5- Brèves d'OMC.
*L'organisation fait de la « retape » en appelant ses papys à la rescousse. Le Brésil et les états de l'ALENA, Etats Unis et Canada en particulier sont en pleine guerre commerciale : bœufs, avions, médicaments rien n'y manque et les arsenaux répressifs commencent à crépiter de tous les côtés : boycott, interdiction, ORD...
Vive le libéralisme ! au moins on est de retour dans la cour de récréation. Le problème c'est que derrière il y a des personnes qui paient et parfois le prix fort...*
- 6- Nouvelle étape de la « tiers-mondisation » de la Russie. Les déboires de la Russie depuis la « chute du mur » sont nombreux.
Cependant aujourd'hui une étape supplémentaire pourrait être franchie.

Courriel d'information %
n°212 du 20/02/2001
« Grand, gros, libéral »

- 1- Petite histoire libérale.
Des discours aux faits... il y a souvent quelques anecdotes qui percent le grand mur de silence. Le nouveau politburo ne se trouve pas à Moscou, mais partout. Oups non ! justement pas partout, partout c'est leur discours qui me le fait dire ; les faits : dans chacun des sièges des multinationales. Il y en a 200. Prenons en une, une seule, et tachons tout simplement d'exercer comme elle nous y invite dans le discours, d'exercer notre liberté d'expression, go create et just do it... ce sera just do it !
- 2- ALENA, AGCS et ZLEA contre système de santé publique.
Que d'acronymes barbares contre un principe simple : le droit d'accès aux soins. Méfiez-vous cependant le barbare gagne souvent en brûlant tout sur son passage. (technique mise au point depuis les premières croisades par les Européens)
- 3- La folie des Telecoms va saigner le contribuable. *Enorme !*

% Courriel d'information
n°213 du 23/02/2001
« Bas les masques »

- 1- La taxe Tobin, mythes et réalités.
Article traduit de l'espagnol. Lecture conseillée à M Fabius...
- 2- Brèves d'OMC.
Traité régionaux, lobby pharmaceutique colonne vertébrale de l'administration Bush, OGM à la sauce européenne... Pascal Lamy.
- 3- 24 février / Pour la vérité et la justice.
Le slogan des manifestations organisées en France en soutien à l'auteur de « Noir Silence » peut se décliner non seulement autour de Survie et FX Verschave mais aussi autour d'autres événements qui curieusement se concentrent ce samedi-ci.
- 4- Vous nous avez écrit.
Vous nous avez écrit sur Nike, sur le CIRAD, sur les privatisations et vous nous donnez beaucoup d'informations. Merci.

% Courriel d'information
n°214 du 27/02/2001
« Sauvons la mondialisation »

- 1- Chroniques d'une semaine mexicaine. *En exclusivité, nous suivons pas à pas l'armée zapatiste qui a entamé sa marche vers Mexico ainsi que les mobilisations contre la réunion régionale du World Economic Forum à Cancun. Alors que ce week-end le Financial Times « itself » reconnaissait dans une pleine page signée John Lloyd que Davos est has been et que c'est à Porto Alegre qu'il s'était produit quelque chose, il multiplie les appels du pied. Après avoir refusé le dialogue organisé par Article Z, et sûrement s'en être mordu les doigts, le WEF propose de rencontrer les mouvements sociaux sur un terrain neutre et avec des journalistes à Cancun aujourd'hui.*
- 2- Les multinationales, véritables ennemis de la mondialisation. *Nous sommes la mondialisation. Il faut donc la sauver. La sauver de qui ? des multinationales. Elles tentent sous couvert de traités multilatéraux (qui n'ont de multilatéral que le nom et les efforts de « relations presse ») de segmenter et de mettre en coupe réglée le monde, les peuples... nous.*
- 3- Fiscalités en Europe :
le secret bancaire en point de mire. Un paradis fiscal est une île confetti au milieu d'une mer tropicale. Pas seulement ! Un paradis fiscal est un pays de l'UE comme le Luxembourg, des aberrations logiques comme l'Andorre ou Monaco, proche de nous. Pas seulement ! Tous nos pays, à des degrés divers et dans des « niches » particulières sont des paradis fiscaux... pour certains.
- 4- CIRAD et EPIC. *Quelques précisions qu'il est très utiles d'apporter.*

Mais, dans aucun secteur cette double mesure n'a été plus enracinée que dans l'agriculture. Les négociateurs nord-américains chantent les louanges du "terrain de jeu équilibré" pour les produits agricoles, mais les pays industrialisés ont dépensé plus de 240 milliards de dollars de subventions pour l'agriculture intensive mortelle pour l'environnement et les "libre-échangeurs" Etats-Unis ont également accru leurs subventions agricoles l'année dernière. Les pays pauvres perdent des marchés d'exportation et les aires rurales se détruisent à grande échelle, du fait que des millions de paysans d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ne peuvent pas concurrencer l'agriculture subventionnée. La perte subséquente d'autosuffisance alimentaire est une bonne nouvelle pour les grandes entreprises agro-exportatrices qui dictent la politique commerciale nord-américaine, mais elle est très mauvaise pour la lutte contre la pauvreté.

L'Inde, le Kenya et la République Dominicaine ont demandé à l'OMC une clause de sauvegarde alimentaire qui leur permette de limiter les importations pour atteindre l'autosuffisance en aliments. Les Etats-Unis ont bloqué la proposition avec comme argument que cela provoquerait une distorsion des marchés. En réalité, l'OMC est utilisée pour s'assurer que les intérêts commerciaux des Etats-Unis s'imposent par rapport aux droits fondamentaux de l'homme.

Le même principe s'applique aux règles de l'OMC sur les brevets qui sont le produit d'une campagne de pression dirigée par les géants des secteurs pharmaceutiques et biotechnologiques. Ces normes ont étendu la durée et l'espace de la protection des brevets et refusent les demandes des entreprises sous la menace de sanctions commerciales ordonnées par l'OMC. L'une des conséquences est que des pays qui ont une solide industrie de produits pharmaceutiques génériques ne pourront plus produire longtemps de copies de médicaments brevetés bon marché, pour des populations de bas revenus.

Ces industries sont capables de produire des médicaments pour traiter le VIH et le SIDA, à moins du vingtième du prix du marché de ses équivalents brevetés, permettant une aide vitale à des millions de malades. L'Inde et l'Egypte ont sollicité plus de temps pour trouver un moyen de s'adapter au nouveau régime. La American Pharmaceutical Manufacturers Association a réclamé des sanctions contre ces deux pays et le Bureau du Commerce des Etats-Unis le leur a déjà signifié.

Au moment où la santé publique des pays pauvres est menacée par de nouvelles maladies et variantes, résistantes aux médicaments de vieilles pathologies mortelles comme la diarrhée, la rougeole et la pneumonie, les règles de l'OMC dictées par les entreprises et imposées par les gouvernements du Nord vont priver des millions de pauvres de l'accès à des produits pharmaceutiques vitaux, leur causant souffrances et décès prématurés à grande échelle.

Nous avons désespérément besoin d'un système de gouvernement global qui prenne en compte les personnes avant le profit des entreprises et qui permette de partager les bénéfices de la globalisation d'une façon plus équitable.

Kevin Wakkins

1^{ère} parution Correo Informativo ATTAC 76 informativo@attac.org
Traduction : traducteurs bénévoles cooditrad@attac.org

► **Courriel d'information n°214 du Mardi 27 février 2001**

Ma commune n'est pas une marchandise !

Les prochaines élections municipales vont être moment de débat extrêmement important pour toutes celles et ceux qui entendent se conduire en citoyens, qui veulent prendre leur part à la réflexion, à l'élaboration et à la conduite de l'intérêt public au plan local. En la circonstance, Attac n'a pas vocation - et s'interdit de le faire - à décerner quelque label que ce soit à quelque liste ou candidat que ce soit.

L'association ne présente personne à aucun scrutin et condamne par avance toute tentative plus ou moins adroite de l'instrumentaliser sur ce terrain. Forte de cette indépendance, Attac entend, en revanche, jouer pleinement son rôle dans la réflexion collective sur les enjeux, à partir de ses préoccupations propres, qui visent à contrer les visées hégémoniques de la mondialisation libérale.

Il y a tout juste un an, le colloque de Morsang-sur-Orge, mettait en évidence les conséquences de cette mondialisation sur la vie locale et l'enjeu que constituent, dans ce contexte, la gestion des collectivités, communes et conseils généraux. Souvent amenées à se comporter en relais plus ou moins dociles des politiques de libéralisation, ces collectivités peuvent également, dans le cadre de la décentralisation et de l'intercommunalité, y opposer leurs propres choix, articulés aux résistances citoyennes. Ce choix de résistance n'a rien de facile, et il ne suffit évidemment pas à lui seul à inverser le rapport de forces ; il n'est pas non plus exempt de contradictions, d'autant qu'en démocratie, il peut être conduit par des formations politiques très diverses dont Attac, en tant que telle, n'est évidemment pas partie prenante.

Mais la solidité et la pérennité de ce choix sont largement déterminées par la qualité des débats qui précèdent l'élection, et l'investissement citoyen qu'ils permettent. La démocratie participative peut déboucher de manière créative sur des aspirations sociales et culturelles originales et des résistances solidaires et novatrices. En éclairant les choix en présence à partir de ses propres constats et préoccupations, Attac a pour seule ambition de s'inscrire dans ce processus de réappropriation citoyenne.

Que constatons nous ?

Les collectivités locales souffrent de tensions sociales et économiques, d'exclusions et d'inégalités. Les territoires sont mis à mal par les logiques de la mondialisation financière ; les délocalisations d'entreprises s'opèrent dans un arbitraire total, meurtrissant l'emploi et les finances locales ; les élus sont invités à organiser la concurrence des communes et territoires entre eux et, dans un moins disant social et écologique sans fin, à dégrader l'environnement, la solidarité, la sécurité. Dans ce cadre, on enregistre des tensions croissantes entre collectivités et prestataires de service (eau, déchets urbains, transports et restauration scolaire, etc.). Finalement, l'emploi, la formation, la culture, la santé, le logement, les infrastructures sont profondément fragilisés et deviennent autant d'enjeux de civilisation.

Les services publics sont pris pour cible, promis à l'état des privatisations ou délibérément placés en situation de faiblesse pour dégrader leur capacité de réponse aux besoins, et de

conduite de leurs missions. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) entend pousser plus loin cette politique de « marchandisation » de la ville avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), véritable programme d'ouverture des marchés publics à la concurrence mondialisée. Dans ce contexte, la maîtrise des différents réseaux qui font la ville apparaît comme un enjeu central pour la démocratie, le développement.

Enfin, l'exclusion perdure. Dans un contexte économique renouvelé où chacun parle de reprise, la fracture sociale s'inscrit au paysage, voire s'aggrave, sans qu'on lui oppose une nouvelle redistribution des fruits de la croissance. Les sans-droit, sans-papiers, sans-logis, sans-travail apparaissent comme autant de laisser pour compte.

Que voulons nous faire ?



La résistance locale aux tenants de la mondialisation financière est possible. Elle s'est déjà manifestée, avec des succès non négligeables. Toute délocalisation empêchée – comme dans le cas d'Elf Aquitaine-, tout refus collectif, comme dans le cas de Michelin ou de Danone, tout mouvement d'opinion publique, comme pour les suites de l'Erika, constituent déjà des victoires contre la fatalité et pèsent sur les stratégies des multinationales et des marchés financiers.

attac dans les municipales

Il est possible de multiplier ces démarches et de les décliner dans un esprit de reconquête de l'emploi et de la démocratie dans de nombreux domaines. Face au racket des opérateurs de la distribution de l'eau, du ramassage de déchets et des transports urbains et de la restauration collective, les conseils municipaux peuvent jouer un rôle majeur dans cette dynamique. Par exemple, en interdisant les OGM et en promouvant l'amélioration de la restauration scolaire en liaison avec l'agriculture locale, en s'inscrivant dans le développement de la démocratie participative, en signant et appliquant la Charte des droits de l'homme dans la ville adoptée en mai 2000 à Saint-Denis.

Quatre grandes préoccupations

Les thèmes qui suivent ne sont évidemment pas exclusifs. Par définition, la vie locale connaît des situations qui varient sensiblement. Mais, indépendamment de cette diversité, Attac distingue cinq grandes priorités qu'elle souhaite voir mises en débat tout au long de la campagne.

1.- Répondre aux besoins de démocratie locale

Le développement de la démocratie participative et de proximité, avec des comités ou conseils de quartier gérés par les intéressés, des enveloppes financières dont ils ont la maîtrise, et ce dans le cadre de budgets participatifs respectant les responsabilités spécifiques des élus. Seul un tel effort est susceptible d'armer les collectivités face aux menaces de délocalisations d'entreprises, en associant la population aux réactions et en créant les conditions d'une interpellation vigoureuse des décideurs économiques et des pouvoirs publics.

DECLARATION FINALE DU FORUM PARLEMENTAIRE MONDIAL DU 25 JANVIER AU 30 JANVIER 2001

Le Forum parlementaire mondial s'est tenu pour la première fois à Porto Alegre les 27 et 28 janvier 2001, dans le cadre du Forum Mondial auquel ont participé des centaines d'organisations syndicales et associatives. Par milliers, des délégué(e)s de très nombreux pays sont venus affirmer qu'il existe des alternatives aux politiques libérales qu'incarne le Forum Economique Mondial de Davos, convoqué comme tous les ans fin janvier en Suisse. Nous parlementaires, tenons à affirmer notre solidarité avec les mouvements sociaux et démocratiques réunis dans la capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul au Brésil, pays symbole de tant de combats progressistes.

Un an après les mobilisations de Seattle, le Forum Social Mondial a été l'occasion de mesurer le dynamisme des résistances citoyennes et populaires à la mondialisation néolibérale, de tracer de nouvelles perspectives d'actions solidaires. De mesurer de même les conséquences désastreuses pour la démocratie et les conditions de vie de secteurs croissants de la population au Sud et à l'Est mais aussi au Nord – des politiques impulsées par les institutions financières internationales l'Organisation mondiale du commerce ou le G7.

Nous sommes confronté(e)s à des enjeux sociaux et environnementaux d'importance croissante et d'envergure véritablement mondiale – une donnée majeure de notre temps, officiellement reconnue depuis la conférence internationale de Rio de Janeiro en 1992. On ne saurait répondre à ces enjeux, comme à ceux des droits de l'Homme, de l'égalité homme-femme ou de la libre circulation des personnes, et assurer un développement durable sur tous les continents sans renforcer la coopération internationale. Mais cette coopération, pour être efficace, ne saurait se déployer sous l'égide du capitalisme et sous la contrainte de la finance.

A l'heure de la recolonisation économique du monde, notre soutien au Forum Social Mondial ne doit pas rester sans lendemain. Il est de notre rôle de parlementaires d'agir pour assurer la plus grande transparence et un large débat public associant la société civile, pour tout ce qui touche la négociation et la ratification des accords internationaux.

Il est de notre rôle de parlementaires de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique ou environnementale qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néolibéral. Il est de notre rôle d'agir dans la durée avec ses organisations pour que leurs combats trouvent véritablement une traduction législative.

Nous nous associons en particulier aux campagnes en cours : contre le mécanisme immoral de la dette et pour l'abolition de la dette des pays pauvres ; pour la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux avec l'instauration d'une taxe de type « Tobin » ; pour la suppression des paradis fiscaux ; pour une réforme profonde de l'OMC et des institutions financières internationales ; pour la mise en œuvre des engagements écologiques pris par nos gouvernements lors de la conférence de Rio en 1992 ; pour le refus du brevetage du vivant ; pour le succès des objectifs de la Marche mondiale des femmes, contre toutes formes de discrimination, de violence et d'atteinte à leur dignité.

Nous voulons agir pour le respect de la souveraineté démocratique et populaire, donner la priorité aux objectifs de développement humain face, notamment, à la multiplication des accords de libre-échange et aux libertés croissantes accordées au capital au détriment des droits sociaux et des exigences écologiques. Nous refusons la marchandisation et la privatisation des biens publics et des services publics répondant aux besoins essentiels des populations.

A cette fin, nous constituerons un réseau international de parlementaires pour coordonner nos actions sur ces thèmes dans nos assemblées respectives, pour soutenir plus efficacement l'action des mouvements sociaux et citoyens et en faire des interlocuteurs privilégiés de nos assemblées, pour réfléchir ensemble aux solutions alternatives.

Car nous croyons qu'un autre monde est possible

► Porto Alegre, le 28 janvier 2001

Cette expansion démocratique doit intégrer le principe de parité à tous les niveaux. De même elle doit incorporer le droit de vote local de tous les résidents étrangers et, tant que la législation ne le reconnaît pas, elle suppose des initiatives locales tendant à le faire vivre.

Participer à la vie de la cité requiert du temps. La commune est, par définition, le lieu où devraient s'articuler tous les temps sociaux : temps de travail, de repos et de loisir, temps consacré à la famille et à la vie de la cité. Cette problématique, jusqu'ici portée principalement par les femmes, doit l'être maintenant par tous ceux qui souhaitent concrètement favoriser l'expression démocratique du plus grand nombre.

2.- Répondre aux besoins de financement

L'une des conséquences de la financiarisation de l'économie, c'est qu'une partie essentielle de la richesse réelle des grandes entreprises échappe à l'impôt. Intégrer les actifs financiers dans l'assiette de calcul de la taxe professionnelle serait une source de rentrées fiscales conséquentes pour les collectivités locales. La plupart d'entre elles sont lourdement endettées et incitées à l'être davantage. Ces dettes devraient être renégociées.

3.- Répondre aux besoins de développement

La coopération intercommunale et la fiscalité locale devraient être massivement mises au service d'un développement articulant les ressources et besoins de l'économie et de la population locales avec les opportunités ouvertes, notamment, par les nouvelles technologies de la communication. Les services publics devraient être placés au centre de cette construction.

4.- Répondre aux besoins d'échanges et de coopérations

Les collectivités locales ont une responsabilité à assumer au-delà du seul territoire dont elles ont la responsabilité. Elles ont un devoir d'inquiétude et d'alerte face à la dégradation de la vie de peuples et de nations. C'est le sens de la décision prise par un grand nombre d'entre elles, en France et dans le monde, de soutenir l'idée d'une taxe Tobin, de demander le relèvement de l'aide publique au développement, et de saisir sans relâche les pouvoirs publics sur la nécessité d'un autre développement mondial.

Telles sont ces priorités qu'Attac entend placer au cœur de ses interventions pendant la campagne électorale. Il s'agit bien, en penser et agir "glocal", et en agissant en réseau, de se "reapproprié ensemble l'avenir de notre monde".

► ATTAC / JANVIER 2001



"Agir local et penser global"

est une synthèse du colloque de Morsang-sur-Orge, complétée par des annexes documentaires (Appel de Morsang, compétences des collectivités locales, Charte européenne des droits de l'homme dans la ville, bibliographie). Ce livre peut servir de base pour toutes les interventions d'Attac dans la vie locale, notamment les actions de suivi de Morsang et l'actuelle campagne des municipales et cantonales. Sa "durée de vie" se situe cependant bien au-delà de ces échéances.

ALLER PLUS LOIN AVEC